COMPTE RENDU SOMMAIRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

<u>Nombre de membres :</u> En exercice : 13 Présents : 10 Votants : 12	L'an deux mille treize Le vingt deux mai à vingt heures trente minutes Le Conseil Municipal de la Commune de CERNEX dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame le Maire, Josiane CHARRIERE. <u>Date de la convocation</u> : le seize mai deux mille treize
<u>Présents</u> : Josiane CHARRIERE, Vincent TISSOT, Chantal BAILLARD, Rodolphe ADAM, Sasha JONES, Valérie HORCKMANS, Erwan BELLARD, Jean-François BLANDIN , Laurent FERAT, William BURNET <u>Absents sans procuration</u> : Frédéric MEGARD <u>Excusés avec procuration</u> : Maryline DURET <u>Absent excusé</u> : Christine DUBOIS	

Début de séance : 20 h 36

Secrétaire de séance : Valérie HORCKMANS

1 - Objet : REGIME INDEMNITAIRE APPLICABLE AUX AGENTS DE LA COMMUNE

Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que l'article 58 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, complété par le Décret n° 91-875 du 06 septembre 1991 modifié, donne compétence à l'assemblée délibérante pour fixer le régime indemnitaire applicable à ses agents, dans la limite de celui dont bénéficient les agents de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes. Pour chacune de ces indemnités, il appartient au Conseil Municipal de fixer la nature et les conditions d'attribution. Il est à préciser que ces indemnités sont fonction du temps de travail. C'est pourquoi Madame le Maire propose d'attribuer les primes suivantes sur la base des taux applicables aux Fonctionnaires de l'Etat pris comme référence dans les textes sus-visés :

Filières administrative et technique

- **IEMP** : sur la base du montant de référence fixé par l'arrêté ministériel du 26 décembre 1997 et affecté d'un coefficient de variation allant de 0,8 à 3.
 - **IHTS** : dans la limite de 25 heures par mois et par agent,
 - **IAT** sur la base du montant de référence annuel fixé par arrêté ministériel
- Enfin, elle propose que les attributions individuelles soient fixées en fonction des critères suivants : manière de servir, fonctions, responsabilités exercées au sein du service.

Par 11 voix POUR, Le Conseil Municipal, DECIDE d'instituer un régime indemnitaire tel que décrit ci-dessus, la présente délibération annulant et remplaçant la délibération du 12 décembre 2002, **PRECISE** que les indemnités seront revalorisées automatiquement en fonction des textes en vigueur et **DIT** que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget et imputées sur les crédits prévus à cet effet.

2 - OBJET : Convention de facturation de l'éclairage de l'église avec la Paroisse SAINTE-CROIX

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal que l'éclairage extérieur de l'église est comptabilisé sur le compteur EDF de la Paroisse. La commune doit donc lui rembourser la quote-part de consommation faisant partie de l'éclairage public. Pour ce faire, une convention annexée à cette délibération doit être signée entre la Paroisse et la Commune, indiquant les modalités de calcul et de règlement.

Par 8 voix POUR, 1 ABSTENTION et 2 CONTRE, Le Conseil Municipal, LAISSE à Madame le Maire, le soin de signer la convention s'y rapportant et **DIT** que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget.

3 - OBJET : Déclassement / Classement du chemin dit "des Côtes"

Vu le code de la voirie routière (articles L141.3 et R141.4 à R141.10)

Vu l'arrêté municipal du 25 mai 1993 soumettant à l'enquête préalable le dossier de classement dans la voirie communale,

Vu le registre d'enquête clos le 29 Juin 1993 ne comportant aucune réclamation contraire à ce sujet,

Vu la délibération en date du 9 juillet 1993, donnant accord au déclassement et classement du Chemin des Côtes,

Par 11 voix POUR, Le Conseil Municipal, DECIDE de finaliser l'ensemble des dispositions se rapportant à la délibération du 9 juillet 1993 et **CHARGE** Madame le Maire d'effectuer toutes les formalités nécessaires et de signer les pièces relatives à cette décision.

4 - OBJET : Convention d'entretien appareillages publics défense incendie

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal que l'organisation de la défense incendie et l'entretien des dispositifs permettant cette défense sont placés sous la responsabilité et sont à la charge des communes. La défense incendie des communes est assurée, pour partie, par des poteaux incendie raccordés au réseau d'eau potable. La Communauté de Communes du pays de Cruseilles, assumant la compétence de l'eau, est maître d'ouvrage de toute intervention sur ce réseau. L'entretien des dispositifs concerne prioritairement les poteaux incendie, qui nécessitent annuellement un contrôle de fonctionnement et du respect des caractéristiques techniques demandées par le SDIS (débit, pression). Pour permettre, à la Communauté de Communes du pays de Cruseilles, d'assurer cet entretien, une convention peut être établie entre la Commune de Cernex et la Communauté de Communes du pays de Cruseilles. Il est à ce titre proposé de retenir un prix forfaitaire révisable de 150.04 € TTC/an/poteau.

Le Conseil Municipal, SOUHAITE repousser la proposition de la CCPC, afin de pouvoir demander d'autres devis pour comparaison

5 - OBJET : Participation pour les indemnités kilométriques pour l'ADMR

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal la demande de La Communauté de Communes du Pays de Cruseilles afin d'aider l'Association ADMR dont les demandes d'intervention auprès des malades et personnes âgées, sont toujours plus conséquentes. En effet, cette association a besoin de couvrir ses frais de fonctionnement par une participation pour les indemnités kilométriques des employés.

Les 13 communes du Territoire proposent d'attribuer 1 € par habitant ce qui représente 936 € pour Cernex et arrondi à 950 €, la CCPC apportant le complément.

Par 11 voix POUR, le Conseil Municipal, ACCEPTE cette proposition et autorise Madame le Maire à verser à l'ADMR, la somme de 950 €.

6 - Objet : Diverses subventions

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que des demandes de subvention ont été faites par diverses associations dont détail ci-dessous. Il est proposé :

Association	Subvention proposée
Etoile sportive de cernex	1000
Non au Gaz de schiste	200
ADMR	1000
Lieutenants de louveterie	300
APAJH	500
Opération Nez Rouge	100

Par 11 voix POUR, le Conseil Municipal, DECIDE d'attribuer les sommes comme indiquées dans le tableau ci-dessus.

Fin de séance 21 h 50